COMMUNE DE SAINT-AUBIN-LE-CAUF

Canton d'Envermeu - Département de la Seine-Maritime

<p style="text-align: center;">COMPTE-RENDU</p> <p style="text-align: center;">DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL</p> <p style="text-align: center;">DU 05 JUILLET 2011</p>
--

<p>I) APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA REUNION PRECEDENTE</p>

Le compte-rendu de la réunion du 29 avril 2011 est approuvé à l'unanimité.

Le maire y apporte les commentaires suivants

- * Concernant la subvention allouée à l'UNSS du collège de Saint-Nicolas-d'Aliermont, le responsable a adressé une lettre de remerciements au Conseil Municipal, accompagnée des justificatifs des dépenses.

<p>II) SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE</p>
--

Par arrêté en date du 20 mai 2011, le Préfet a arrêté le projet de schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI), dans le cadre de la mise en œuvre de la loi de réforme des collectivités territoriales.

A compter de sa réception, chaque collectivité concernée dispose de trois mois pour émettre un avis sur ce schéma sachant que l'absence de réponse vaut approbation du schéma.

Au regard de ces avis, la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) disposera de quatre mois pour proposer des modifications à ce schéma sachant que, pour être prises en compte, celles-ci devront être approuvées par une majorité des deux-tiers des membres de la CDCI.

La CDCI dont la constitution émane de l'amicale départementale des maires se compose de 56 membres dont un très petit nombre est représentatif du territoire dieppois.

Le 31 décembre 2011, le Préfet arrêtera le schéma définitif.

L'année 2012 sera consacrée à sa mise en place de gré ou de force, le Préfet disposant de pouvoirs exceptionnels dérogeant aux principes fondamentaux de l'intercommunalité.

S'il se confirme en l'état, le schéma va bouleverser l'organisation territoriale de la région dieppoise avec de nombreuses et très incertaines conséquences sur sa population.

1- Fusion de la Communauté d'Agglomération Dieppe-Maritime (CADM) avec les communautés de communes des Monts et Vallées (CCMV) et Petit-Caux (CCPC)

La fusion proposée de la CADM et des CCMV et CCPC appelle les remarques et interrogations suivantes :

- Chacune des communautés concernées satisfait au seuil de 5 000 habitants fixé par la loi. Il n'y a donc aucune obligation légale de les fusionner.
- Le périmètre de chacune des communautés a été reconnu pertinent lors de leur création, s'appuyant sur des études préalables et une longue période de concertation entre les élus. Par contre, celui qui découlerait de la fusion apparaît, de toute évidence, comme le résultat d'un effet d'aubaine.
Dans la première version la CCMV ne faisait pas partie de la fusion. Il n'a fallu que quelques jours pour en décider. Peut-on parler de réflexion approfondie !
- L'analyse plus que sommaire présentée dans le projet de schéma montre plus de divergences que de convergences entre les trois territoires en matière de compétences, ce que reflètent les grands écarts entre les CIF.
- Si l'on se réfère au périmètre validé par le Préfet pour la mise en place du SCOT par le syndicat mixte Pays Dieppois-Terroir de Caux, il n'y a aucune pertinence à regrouper de façon hâtive et artificielle trois des six communautés.
- Cette fusion anticipée et forcée aura des conséquences contraires aux objectifs affichés par la loi.
Restitution de nombreuses compétences aux communes en matière de service à la population (CLSH, portage de repas,...) qui, pour être maintenues, conduiront à la création de nouveaux syndicats intercommunaux.
Augmentation significative de la pression fiscale sur les entreprises (environ 30%) et sur la taxe d'habitation (environ 10%).
- La représentation des deux communautés absorbées sera minoritaire par rapport à celle de la CADM, ce qui les placera dans une position difficile pour défendre l'intérêt de leur territoire.
- Pour toutes ces raisons, le conseil municipal émet à l'unanimité un avis défavorable au projet de fusion des trois communautés.

2- Démantèlement ou fusion du SIAEPA de la Béthune

Si le projet de fusion de la CCMV et de la CCPC avec CADM est retenu, le retrait des communes de la CCMV (Ricarville du Val; Saint-Vaast-d'Equiqueville; Freulleville; Meulers ; Dampierre-Saint-Nicolas ; Saint-Aubin-le-Cauf) du SIAEPA de la Béthune sera automatique de par la loi.

Il ne restera alors que les communes de Bures, Osmoy et Saint-Germain-d'Étables, autant dire que le syndicat n'existera plus.

Même si le projet de fusion n'est pas retenu, il est également prévu sur proposition du SIDESA de regrouper les syndicats d'eau et d'assainissement en entités plus vastes ne respectant pas la réalité du terrain que sont les réseaux de distribution d'eau et d'assainissement collectif, le captage et la station pourront se retrouver dans deux syndicats différents.

Pourtant c'est bien la réalité du terrain et le service à la population qui ont conduit aux syndicats tels qu'ils existent aujourd'hui et qui, en l'état, répondent parfaitement à l'attente des abonnés. La modification des périmètres de façon arbitraire ne s'appuyant sur aucune analyse préalable, va conduire à une désorganisation totale en matière de service rendu à l'abonné et de prix. Elle risque également de retarder, voire de bloquer des projets déjà bien engagés, à titre d'exemple la nouvelle station d'épuration à Saint-Aubin-le-Cauf.

Lors de sa réunion du 29 juin 2011, le comité syndical du SIAEPA de la Béthune a délibéré contre toute modification arbitraire du syndicat qui, à ce jour, remplit parfaitement sa mission. Il souhaite travailler à une démarche de rapprochement choisi avec le SIAEPA de l'Aliermont.

Le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de refuser toute modification arbitraire du périmètre du SIEAPA de la Béthune et émet un avis favorable à une démarche de rapprochement avec le SIAEPA de l'Aliermont.

3- Dissolution du SIEABVV

Le projet de SDCI prévoit également la dissolution pure et simple du SIEABVV au motif que l'objet pour lequel il a été créé n'existe plus.

Pourtant la base de loisirs de la Varenne est bien une réalité dont l'aménagement et le développement sont loin d'être terminés.

Derrière ce prétexte se dissimule une volonté de la faire aller dans l'escarcelle de l'agglomération de Dieppe.

Cette dissolution imposée apparait comme un abus de pouvoir puisque le développement de la base de loisirs n'est pas une compétence déléguée aux communautés. Elle remet en cause le travail de plusieurs décennies, revient à spolier onze communes d'un patrimoine remarquable et menace gravement l'avenir de l'association Varenne-Plein-Air et de toutes les associations partenaires dans l'animation de la base de loisirs dont le sort dépend de celui du SIEABVV.

Derrière Varenne-Plein-Air, il y a des emplois et toutes les activités proposées à moindre coût aux enfants et jeunes de la région.

Le Conseil municipal se prononce unanimement contre la dissolution du SIEABVV.

1- SIBVB : enquête publique

L'enquête publique concerne la restauration de la continuité écologique sur la Béthune. Sont déclarés d'intérêt général et d'utilité publique tous les travaux nécessaires à la libre circulation des poissons dans la Béthune, cela concerne les moulins et vannages. A ce titre, ces travaux peuvent être financés par des fonds publics même s'ils sont effectués sur des biens privés.

Le Conseil municipal, s'il approuve le principe et la finalité de la démarche émet des réserves sur le coût de l'opération et la participation financière restant à la charge du propriétaire ainsi que de l'impact visuel de certains aménagements.

2- Ligne de trésorerie

La ligne de trésorerie de 100 000 € ouverte l'an dernier auprès du Crédit Agricole arrivera à échéance le 10/09/2011.

Même s'il n'a pas été nécessaire d'y faire appel jusqu'à maintenant, cette ligne de trésorerie est une garantie pour faire face éventuellement à un besoin ponctuel.

Le renouvellement de cette ligne de trésorerie se ferait aux mêmes conditions, à condition de le solliciter un mois avant l'échéance.

Accord du Conseil municipal pour renouveler la ligne de trésorerie.

3- Adhésion à la Fondation du Patrimoine

Dans le cadre du projet de restauration du pont de pierres, un partenariat est envisagé avec la Fondation du patrimoine, ce qui permettra d'obtenir des aides financières par le biais d'une souscription. Pour cela, il est nécessaire que la commune adhère à cette fondation.

La participation financière de la commune s'élève à 50 € pour l'année 2011.

Accord du Conseil municipal.

4- Modifications budgétaires**a) Budget de la commune**

Il s'agit de rectifier une erreur d'écriture qui a conduit à un déséquilibre entre recettes et dépenses au chapitre 041 en section d'investissement.

Le Conseil municipal adopte les modifications suivantes :

Section d'investissement

<u>Recettes</u> :	Chapitre 13	compte 13251 :	+ 27 200 €
	Chapitre 041	compte 13251 :	- 27 200 €

<u>Dépenses</u> :	Chapitre 041	compte 20310	: - 1 900 €
		compte 21520 :	+ 1 900 €

b) Budget de la CDE

Pour permettre l'encaissement d'un trop-perçu de 0,13 € que l'auteur du chèque ne souhaite pas récupérer parce qu'il devrait refaire le chèque, le Conseil municipal adopte la modification budgétaire suivante :

Section de fonctionnement

Compte :	+ 1 €
Compte :	- 1 €

5- SIER d'Offranville : 54^e tranche de renforcement

La commune doit s'acquitter d'une somme de 318,01 €.

Le Conseil municipal avait délibéré pour que cette somme soit réglée, comme d'habitude, sous forme de contributions directes.

Afin de simplifier le travail administratif du SIER, sa Présidente sollicite la commune pour qu'elle modifie sa décision et règle la somme par inscription au budget communal.

Accord du Conseil municipal pour modifier la décision prise.

6- Mont-Raoul : Avenant à la convention avec le lycée de Mesnières

Le lycée de Mesnières sollicite de pouvoir bénéficier d'un règlement intermédiaire pour les travaux forestiers qu'il effectue au Mont-Raoul.

La convention, telle qu'elle est rédigée n'offre pas cette possibilité.

Le Conseil municipal donne son accord pour une modification de l'article 2 de la convention triennale afin d'ouvrir cette possibilité.

7- Stade communal : Réparation du parking

Des dégradations assez importantes ont été constatées. Elles sont dues aux conditions climatiques et aux manœuvres des camions qui viennent vider les conteneurs de tri sélectif.

Si l'on veut faire une réparation pérenne, il est nécessaire de re-stabiliser le fond, ce qui en augmente de façon significative le coût : 7 472 € HT contre 3 152 € HT.

Le Conseil municipal opte pour la solution la plus chère mais offrant les meilleures garanties de longévité.

1- Employé communal : Remplacement de Monsieur Berthe

Monsieur Berthe sera à la retraite le 01 septembre 2011. C'est Monsieur Pois qui le remplacera. Compte-tenu des congés qui restent à prendre par Monsieur Berthe et afin d'assurer la meilleure transition possible, il est souhaitable d'anticiper l'embauche de Monsieur Pois au 18 juillet 2011.

Accord du Conseil municipal.

2- Jumelage avec Baustetten

Le week-end franco-allemand se déroulera les 29, 30, 31 juillet 2011 avec la soirée officielle à la salle des fêtes de Saint-Aubin-le-Cauf le samedi soir.

C'est Madame Isabelle BERNIER qui est chargée de l'accueil de nos hôtes allemands.

3- 69^e anniversaire du raid anglo-canadien

Le jeudi 18 août 2011 à 17h30 à Saint-Aubin-le-Cauf.

Le programme sera le même qu'en 2010.

Monsieur Gilbert BONNET et Madame Anny BOUDET sont chargés de l'organisation.

Pour le 70^e anniversaire, un comité d'organisation va être constitué. Mesdames BOUDET Anny et DENOYER Martine sont désignées pour en faire partie.

Fait à Saint-Aubin-le-Cauf,